« Nous » émanciper !!!

Depuis des temps immémoriaux l'homme fait la guerre à l'homme, depuis qu'il tente d'organiser la vie en collectivité, toute les formes d'organisation qu'il a institué ont une caractéristique commune : elles subordonnent selon divers degrés d'intensité, liés à des rapports de forces entre groupes constitués, une majorité de la population à une minorité de possédants s'appropriant les richesses fruit du travail des précédents. Le capitalisme n'échappe pas à ce modèle. C'est dans ce phénomène d'appropriation qu'il faut chercher la source essentielle des conflits qui agitent le monde. Face à une telle évidence, dans notre pays de plus en plus de citoyens s'interrogent et dénoncent cette forme de spoliation.

Contrairement à ce que peut penser Francis Fukuyama nous ne sommes pas à la fin de l'histoire mais, à l'échelle du temps, au tout début de celle-ci. Si les possédants des temps anciens invoquaient l'essence divine de leur pouvoir pour le justifier et se maintenir en place, ceux d'aujourd'hui plus subtilement prône le libéralisme, la liberté, la loi du marché et la libre concurrence comme seule solution. Les dés sont pipés, quelle liberté, quelle libre concurrence quand les uns ont presque tout et les autres presque rien sinon rien ?

Dès le 18ième Siècle J.J. Rousseau affirmait « la terre n'est à personne, ses richesses sont à tous ». Peut-on penser en ce début de 21ième siècle que l'être humain est capable, avec les moyens scientifiques, technologiques, l'immensité des richesses produites dont il dispose, d'organiser les rapports sociaux autour de cette idée simple dans laquelle les valeurs de solidarité, de liberté, d'égalité, de fraternité et de justice seraient les points de repère de toute activité humaine.

Si la réponse est oui, cela nécessite une véritable révolution culturelle et de gagner une bataille d'idées auprès de tout ceux qui ont intérêt à cette transformation, car, tout au long de l'histoire, les tenants de l'ordre établi n'ont jamais manifesté l'intention d'abandonner d'eux mêmes leurs privilèges. Reconstruire une crédibilité autour de quelques idées fortes est urgent, l'objet n'est pas ici de développer un programme politique ou d'établir une plateforme syndicale mais d'avancer quelques réflexions autour de quelques principes.

Mettre fin à l'état de subordination des salarié-e-s.

Dès la naissance du syndicalisme, un des objectifs majeurs de ses fondateurs était l'émancipation intégrale des travailleurs. Ils ne résumaient pas l'action syndicale au simple dépôt de cahiers revendicatifs que pourrait satisfaire ou

non un patron seul décideur au sein de « son » entreprise, mais d'emblée posaient la question du droit des salarié-e-s à conduire leur destinée. Cette démarche ne recouvrait pas seulement la revendication d'une meilleure répartition des richesses, mais aussi celle d'une modification des mécanismes de pouvoir afin de permettre aux salarié-e-s d'être décisionnaires dans l'entreprise. Cette démarche est toujours d'actualité. Le salarié est toujours dépossédé des fina-lités de son travail et le contrat de travail passé de gré à gré avec l'employeur le maintien en situation de précarité donc d'infériorité. Sans rêver du grand soir qui abolirait patronat et salariat, des droits nouveaux peuvent être conquis, notamment celui d'un statut professionnel qui tout en le protégeant aurait pour effet, en cas d'inactivité, de percevoir une rémunération à la place d'une aide sociale apparaissant, quoiqu'en pense nos gouvernants, bien souvent dégradante. Il y a urgence dans la mesure ou les technologies de plus en plus sophistiquées : révolution numérique, « intelligence » artificielle… se substituent déjà partiellement à l'activité humaine. Il serait absurde que les plus values générées soient à nouveau appropriées par le capital pour être orientées vers des opérations spéculatives. Pendant ce temps, se développerait, se développe déjà, inéluctablement, ce que Marx avait en son temps désigné comme une armée de réserve : des millions de salariés sans emploi dans laquelle le capital puise selon ses besoins.

Pourquoi le capital resterait il le seul propriétaire de l'outil de travail alors que le travail l'a bien souvent enrichi et lui a apporté une plus value considérable ? Dans ce sens, il est essentiel de considérer le travail comme un investissement et la prise de dividendes par les actionnaires comme un coût. Cette vision du statut de l'entreprise suscite un autre débat. Est ce que les outils qui satisfont les besoins collectifs doivent appartenir au capital ?

Avoir une autre conception du droit de propriété. Inscrit dans la déclaration des droits de l'homme de 1789 le droit de propriété ne peut plus se concevoir en terme individuel. Outre que certains domaines de la vie sociale ont acquis un caractère collectif et deviennent eux mêmes des droits indescriptibles tel que le droit à l'éducation, à la culture, à la justice, au logement, l'accès aux soins… la satisfaction de besoins collectifs devient une impérieuse obligation : le transport, l'énergie, la préservation de la nature… ainsi tout ce qui est collectif devrait être géré collectivement en bannissant la propriété privée de ces domaines, en instituant des formes de mutualisation des moyens et des droits d'usage pour tous. L'expérience montre que le transfert de propriété à l'Etat est insatisfaisant et ne répond pas à la demande de participation à la gestion des salarié-e-s, des usagers, des élus… Il n'y a pas de déterminisme, l'être humain n'est pas condamné à vivre la violence, l'injustice, la précarité, la pauvreté…Il peut décider de son avenir. Tous les citoyens qui partagent ces objectifs de rupture avec l'ordre ancien devraient pouvoir participer à la construction de solutions innovantes favorisant l'humain dans la vie sociale. Il faut en réunir les conditions.

Bousculer les conventions, les normes sociales dominantes.

Personne ne réfute l'idée qu'un peuple acquiert son identité, sa culture par le type de civilisation dont il hérite et par le système dans lequel il évolue. Avec la mondialisation, les transformations autant technologiques qu'organisation-nelles et la domination du capitalisme mondialisé, la culture ouvrière s'est estompée sinon disparue, le sens du collectif a reculé, le consumérisme a envahi tous les rouages de la société. En 1995 Michel Verret analysait clairement ces phénomènes de disparition d'une certaine culture du travail a laquelle s'est substituée la soupe télévisuelle, entretenant le culte du mérite, de la réussite du plus fort, valorisant le paraître au détriment de l'être. Elle est servie tous les soirs à des millions de téléspectateurs passifs devant leur écran comme ils sont isolés et fixés devant leurs « tablettes ». Ces outils, for-midables moyens de développement des connaissances et de rapprochements des peuples, le capitalisme les transforme en gadgets pour gamins attardés ou pire en outil flattant les plus bas instincts des individus et véhiculant les pires vecteurs de divisions : racisme, xénophobie, discriminations… Il est temps de reprendre le chemin de la lutte idéologique en commençant par dénoncer les perversions du capitalisme qui ne cherche qu'à dissimuler les réalités derrière les mythes du « mérite », de la « réussite », de la « promo-tion », suscite la concurrence entre les individus ne visant qu'à culpabiliser les uns ou flatter les autres, tous réduits au cadre contraint du système. Si nous avions raison de gloser à propos de l'émulation socialiste et de Stakanovitch son modèle, il n'en demeure pas moins que l'émulation capita-liste, plus subtile mais tout aussi absurde entretien la confusion entre émancipation collective pour sortir du système et arrivisme pour profiter et faire survivre le système.

La capacité à faire des choix est une des caractéristiques de tout individu, nous baignons dans un bouillon culturel dont nous sommes capables de sortir grâce à notre intelligence en développant notre autonomie de pensée et notre regard critique sur le monde qui nous entoure, ces qualités devraient être cultivées dès l'école. C'est aussi dans ce creuset que se prépare l'avenir.

Faire entrer le monde dans nos esprits. Nous ne pouvons plus regarder le monde à travers le prisme local de nos seuls schémas de pensée. Le monde, grâce au développement des sciences, est devenu un village. Les frontières s'estompent, nous sommes tous embarqués sur le même navire : la planète. Ce serait une illusion de penser que, face aux questions posées aujourd'hui, nous pourrions nous en sortir seul. L'état, la nation, c'est la planète, il nous faut apprendre à vivre ensemble dans nos diversités mais aussi dans la perspective de construction d'une histoire commune. Les solutions ne peuvent être recherchée qu'en commun en tenant compte de la diversité d'histoire et de culture, en se confortant mutuellement, en favorisant les échanges, en stoppant le pillage des matières premières, en répartissant nos richesses. Le capitalisme est un obstacle à une telle

démarche, il dicte sa loi aux peuples, il est juge et parti dans la définition des règles du commerce international et du fonctionnement du FMI. Il y a antinomie à mettre le profit comme seul objectif à l'activité humaine et pouvoir satisfaire les besoins des hommes et protéger la nature.

Lutter contre les effets du capitalisme, combattre les causes.

Générés par un capitalisme mondialisé, notamment en période de crise, les atavismes millénaires ressurgissent : peur de l'autre, intolérance, repli sur soi, racisme, xénophobie, extrémismes religieux… la liste est longue et les faiseurs d'illu-sions nombreux offrant de pseudos solutions nous conduisant tout droit à la gangrène fascisante et au conflit généralisé. C'est un paradoxe dans un contexte ou les aspirations au bien être, à la compréhension mutuelle, au vivre ensemble n'ont jamais été aussi fortes. Elles ne trouvent, malgré tout, aucun débouché politique et s'enlisent dans une abstention stérile ou s'épar-pillent dans des offres politiques visant au mieux à aménager le système. Si la lutte idéologique est nécessaire, Gramsci prétendait que celui qui gagne la lutte idéologique gagne les élections, elle ne peut pas être que théorique. Pour créer une dynamique, il y a nécessité de pouvoir faire vivre par les acteurs, même de manière limitée, les principes sur lesquels s'appuient les objectifs à atteindre, notamment, en matière de démocratie et d'autonomie de pensée. Les organisations politiques, syndicales, les associations culturelles, les collectivités… sont des lieux où peuvent déjà se pratiquer des formes de démocratie directe, où peut se combattre la délégation de pouvoir et le culte de la personnalité, le partage des responsabilités, la recherche systématique de l'engagement des adhérents, la prise en compte de la diversité d'opinion, la prise de décision collective, la recherche d'expression du plus grand nombre, des lieux d'écoute, de recherche pour comprendre… Il faut le reconnaître, ce ne sont pas les vertus les plus partagées. C'est un combat quotidien qui n'est pas gagné d'avance et qui demandera encore patience et persévérance.

Joël Hedde